

**RESSOURCES NATURELLES ET INSTITUTIONS :
UNE NOUVELLE EVIDENCE POUR LES PAYS D'AFRIQUE ?**

Par

Salomon Leroy DEFFO GHAMSI

Docteur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Département d'Economie Publique et des Ressources Humaines, Université de Dschang-Cameroun.

lavoidef@gmail.com

&

Ledoux MOUSSA NJOUPOUOGNIGNI

Enseignant-chercheur des Universités, Diplômé de l'université d'Abomey-calavi, Maitre-assistant CAMES, Chef service à l'Université de Douala, Université de Douala-Cameroun.

Mnjoupouognigni@yahoo.fr

&

Donal AJOUMESSI HOUMPE

Doctorant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Département d'Analyse des Politiques Economiques, Université de Dschang-Cameroun.

houmpedonal@yahoo.fr

RESUME : L'objectif de notre recherche est de réexaminer d'une part l'effet de l'exploitation des ressources naturelles sur la croissance économique des pays d'Afrique, et d'autre part d'analyser le rôle des institutions de la gouvernance dans la transmission des effets. En adoptant la technique des GMM en panel dynamique, nous avons montré sur la période de 2002 à 2018, la rente des ressources naturelles influence positivement la croissance économique des pays d'Afrique. Cet effet disparaît lorsque nous contrôlons le modèle

économétrique avec les variables tels que l'indicateur du contrôle de la corruption, la mesure de la stabilité politique et la qualité de la réglementation. Les pouvoirs publics et les dirigeants politiques doivent lutter contre la corruption par une transparence dans la gestion des rentes et l'exploitation des ressources naturelles. En plus, il est nécessaire de garantir une stabilité politique, en prônant plus de transparence dans les processus électoraux et en respectant la volonté des citoyens. Enfin pour une meilleure réglementation, les gouvernements doivent mettre sur pied des politiques nécessaires à l'émergence et au bon fonctionnement du secteur privé.

Mots clés : rente naturelles, institution et données de panel.

Abstract: The objective of this research is to re-examine on one hand, the effect of natural resource exploitation on economic growth of African countries, and on the other hand, analyse the role of institutions of governance in transmitting these effects. By adopting a GMM technique in a dynamic panel, we show that over the period 2002 to 2018, natural resource rents have a positive influence on economic growth in African countries. This effect disappears when we control the econometric model with variables such as control of corruption indicator, political stability measure and quality of regulation. Hence, Governments and political leaders need to fight corruption through transparency in the management of rents from natural resources and it's exploitation. In addition, there is a need to ensure political stability through greater transparency in electoral processes and respect of the will of citizens. Finally, for a better regulation, government should set up necessary policies for emergence and for a good functioning of the private sector.

Key words: natural resources, institutions and panel data.

I-) INTRODUCTION

Les pays d'Afrique ont connu une prospérité économique après leurs indépendances. Mais, leur élan a été très vite stoppé après les deux chocs pétroliers des années 1970. Un constat c'est alors très vite dégagé : les économies dépendantes des ressources naturelles sont plus affectées que les Etat pauvre en ressources et ceux non dépendants. C'est dans ce contexte qu'Auty (1993) évoque la malédiction des ressources (resourcecurse). Ce concept avait a été popularisée par les travaux de Sachs et Warner (1995).

Au cours des années 2008 et 2010, l'économie mondiale en général et celle de notre continent particulier ont encore été à nouveau frappées par deux grandes crise. La première est la crise financière de 2008. La politique financière des Etats Unis d'Amérique a été la principale cause du déclenchement de cette dépression économique qui a très vite affecté l'ensemble des circuits économiques mondiaux.

La crise financière et économique de 2008 avait affecté les principaux leviers de la croissance des pays d'Afrique. La demande et les prix des matières premières africaines ont baissé ; les promesses d'augmentation de l'aide publique au développement faites par les pays développés n'ont pas été réalisées (BAD, 2009).

La deuxième crise est celle de 2016. En effet, après avoir oscillé pendant plusieurs années entre 80 et 110 dollars américains, le prix du baril de pétrole brut a commencé à chuter au second semestre 2014. Une légère remontée est observée au printemps 2015, passant ainsi à 60 dollars US le baril, remontée due essentiellement à la hausse saisonnière de la demande américaine (la « driving season¹ » d'avril à septembre), pendant laquelle les Américains utilisent massivement leurs véhicules pour effectuer des voyages. Les prix ont encore baissé à la fin de l'été. Le WTI² (West Texas Intermediate) est tombé sous la barre des 40 dollars US le baril fin août 2015. Il s'établissait à 45 dollars US le baril le 9 septembre 2015 (DGRIS, 2015).

Contrairement à la situation des annexes 70 et 80, les pays d'Afrique on put faire face à ces chocs exogènes. En plus, L'on observe une résilience de l'Afrique face à ces diverses crises

¹Période de vacances, on observe une augmentation de l'utilisation des moyens de transport et par conséquent une augmentation de la consommation du carburant.

² Type de pétrole brut utilisé comme standard dans la fixation des prix

économiques. Cette résilience s'observe à travers l'évolution De la croissance du PIB avant et après la croise de 2016.

ANNEE	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ASS	4,66	2,78	1,16	2,38	2,39	2,29
monde	2,86	2,87	2,60	3,30	2,98	2,34
moyen orient et Afrique du nord	2,94	2,43	5,02	1,55	0,95	0,47
UE	1,57	2,30	2,04	2,78	2,11	1,55

Tableau 1 : Croissance du PIB de certains pays d'Afrique

Source : WDI (2021)

En 2014 avant la crise, la croissance du PIB de l'Afrique était de 4,8, supérieur a celui du Monde et de l'Union Européen. En 2015, année du déclenchement de la crise la croissance du continent noir était de 5,7 toujours au-dessus des zones économiques précitées. Cette croissance a chuté en 2016 pendant la crise passant à 2,2, inférieur à celle du monde, mais supérieur à celle l'UE. Et en 2017 une année après la crise la croissance de notre continent est remontée à 3,1 toujours en-dessous de celle du monde, mais supérieur également à l'UE. On peut également observer que, la croissance du PIB de l'Afrique est positive sur cette période.

Par ailleurs, la fébrilité économique des pays dépendant des ressources naturelles est connue dans la littérature comme étant la « malédiction des ressources naturelles ». Les travaux de Sachs et Warner (1995, 1997) ont élargi les débats sur la relation entre ressources naturelles et développement économique. Car, ces derniers expliquent le phénomène de la malédiction des ressources naturelles par la théorie du Syndrome Hollandais, ou du « booming sector ». Selon cette théorie, la mise en exploitation d'une ressource importante dans un pays a pour conséquence la déstabilisation du système productif (Gregory, 1976 ; Corden, 1984 ; Corden et Neary, 1982).

Cependant, une autre thèse a été évoquée pour expliquer les mauvaises performances économiques des pays dotés de ressources naturelles. Celle de la mauvaise qualité des institutions (Torvik ,2002 ; Aoun, 2008 ; Phillippot, 2009 ; Mehlum et al., 2006).

Selon Acemoglu et al. (2001), il est évident que les institutions jouent un rôle important dans le processus de développement des pays. Ils prennent pour exemple les pays tels que la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest à l'époque de leur existence. La Corée du sud et l'Allemagne de l'Ouest prospéraient dans la propriété collective et l'économie de marché. Or, la Corée du nord et l'Allemagne de l'Est stagnaient dans la propriété centrale.

Les pays qui ont les bonnes institutions utilisent mieux les revenus tirés de la commercialisation des ressources naturelles. En plus, La mise en place des bonnes institutions a pour but de contrôler et de coordonner l'exploitation des ressources naturelles et de favoriser l'utilisation des revenus pour accroître le niveau de développement (Torvik, 2009).

Sur le plan empirique, les études faites par Henry (2019), montrent que, en Afrique, les pays qui présente un mauvais environnement institutionnel sont exposé à la malédiction des ressources naturelle à long terme, contrairement aux pays qui ont une bonne qualité d'institution. De même, Atangana (2009), pensent qu'il faut étudier la qualité des institutions de la gouvernance afin de conclure sur la malédiction des ressources naturelles. Shaxson (2007), semble être en accord car selon lui, les ressources naturelles affectent négativement la croissance à cause de la corruption qui se pratique dans les pays extractifs.

L'objectif poursuivie dans notre étude est de réexaminer dans un premier temps l'effet de l'exploitation des ressources naturelles sur la croissance économique des pays d'Afrique et dans un deuxième temps, analyser le rôle des institutions de la gouvernance dans la transmission de ces effets de l'abondance en ressource naturelle à la croissance économique des pays d'Afrique, sur la période de 2002 à 2018. Période pendant laquelle on a observé une augmentation des prix des ressources sur les marchés, mais également, une baisse vertigineuse des prix desdites ressources.

II-) REVUE DE LA LITTERATURE

L'effet des ressources naturelles sur la croissance économique a fait l'objet de débat intense au cours des deux dernières décennies. Au cœur du débat se trouve un constat controversé : les ressources naturelles, au lieu de stimuler l'économie comme le capital physique et le capital humain, ont un impact négatif sur la croissance économique. Cet effet négatif sur la croissance est qualifié de « malédiction des ressources naturelles ».

Henry(2019) montre que la dépendance aux ressources naturelles est liée négativement, aux institutions. Cependant, les pays avec des institutions faibles sont plus vulnérables parce que la malédiction des ressources a non seulement un impact négatif sur le long terme, mais aussi sur la capacité à court terme de se rétablir d'un choc. En revanche, un environnement institutionnel de bonne qualité semble être la meilleure solution pour prévenir la malédiction des ressources.

Karabegović (2009), étudie le stade où la littérature sur la malédiction des ressources naturelles se trouve et si elle est suffisamment cohérente et persuasive pour affecter les décisions politiques conçues pour améliorer la croissance économique et réduire la pauvreté. Il y a deux explications à l'impact négatif des ressources naturelles sur la croissance économique. Premièrement, les ressources naturelles pourraient entraîner une diminution du secteur manufacturier, ce qui entraînerait une baisse de la croissance économique, un phénomène appelé le syndrome hollandais. Le deuxième argument utilisé pour expliquer la malédiction des ressources est que les ressources naturelles ont un impact indirect sur la croissance ; car, ils affaiblissent la gouvernance et les institutions économiques.

Selon Atangana (2019), les problèmes causés par l'exploitation des ressources naturelles sont les suivants : la corruption ; problème de droit ou de justice ; administrations publiques inefficaces ; mauvaise régulation ; manque de voix et de responsabilité ; instabilité politique. Pour ces raisons, les pays africains devraient promouvoir la bonne gouvernance et diversifier leurs économies pour permettre aux ressources naturelles d'influencer positivement le développement économique.

De même, Mehlum et al., (2006) montrent que la mauvaise qualité des institutions est la principale cause de la malédiction des ressources naturelles. Ils partent sur la base que certains pays sont les « winners » en ressources naturelles (profitent ou gagnent leur développement sur la base de leur dotation en ressources naturelles) et que d'autres, les « losers » en ressources naturelles (qui sont perdants ou qui ne gagnent rien de leur dotation en ressources naturelles).

Pour expliquer cette divergence, ils focalisent leur attention sur les arrangements institutionnels. Pour cela, ils font la différence entre les « grabber friendly » (accapareurs amicaux) dont le but est de gagner une part de la rente, ceux-ci menant des activités

improductives dues à la qualité des institutions et les « producer friendly » (producteurs amicaux) qui mènent des activités productives.

Ayant bâti leur analyse sur celle de Mehlum et al. (2006), Ebeke et al. (2015) démontrent que la dépendance envers les ressources naturelles pousse les talents à adopter un comportement de recherche de la rente. Par exemple, les études en ingénierie affectent positivement la croissance économique contrairement aux études en droit qui l'affectent négativement ; dans la mesure où les ingénieurs sont les « Producer friendly » et les juristes « grabbers freindly ». Leurs résultats montrent d'une part, une relation négative et significative entre ces différentes mesures de l'allocation des talents et l'interaction entre diverses variables institutionnelles telles que la corruption, la règle de droit, la qualité de la régulation et l'efficacité du gouvernement. D'autre part, on observe une relation négative et significative entre la rente pétrolière et l'allocation des talents.

Par ailleurs, Brunnschweiler (2008) montre l'importance de la qualité des institutions pour la croissance et le développement économique. La régression faite à cet égard montre une relation positive et significative entre la croissance économique et les institutions (règle de droit et efficacité du gouvernement). De même, on observe une relation positive entre l'abondance en ressources naturelles et les institutions (règle de droit et efficacité du gouvernement), mais ces résultats ne sont pas robustes car, lorsqu'on contrôle avec le revenu initial (PIB en 1979) les institutions ne sont plus significatives.

Dans la même logique, Brunnschweiler et Bulte (2008) fixent trois objectifs dans leur étude premièrement la relation entre dépendance en ressources naturelles et qualité des institutions, Deuxièmement, les mesures alternatives de l'abondance des ressources naturelles sur la croissance et la qualité des institutions et troisièmement, comment les variables constitutionnelles interagissent pour donner naissance à un cercle vicieux ou vertueux du développement.

La mauvaise qualité des institutions est l'une des causes majeures de la malédiction des ressources naturelles. Brunnschweiler et Bulte (2008) montrent qu'en considérant uniquement les ressources extractives, la mesure de l'abondance en ressource proposée par Sachs et Warner (1995) influence positivement la qualité des institutions. Plus encore le système de gouvernance (parlementaire ou présidentiel) est plus efficace que le système électoral. Ils

montrent ainsi qu'il est plus facile pour les entreprises extracteurs d'exercer les pressions sur les élections que sur la conception des politiques économiques.

Toutefois les institutions deviennent efficaces lorsqu'elles permettent d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour cela, il est nécessaire que tous les citoyens participent à la désignation de leurs représentants au niveau local et par les élections libres et transparentes. Or, il se pourrait que l'exploitation des ressources naturelles entrave la démocratie.

Un document récent du FMI, montre que les conditions de vie dans la plupart des économies productives de pétrole sont proches ou inférieur. Les booms pétroliers, tels que nous apercevons aujourd'hui, occasionnent des rafales de croissance économique temporaire, suivie d'une chute si profonde de la croissance à très long terme. La dépendance envers les ressources minérales s'avère être une malédiction non seulement en termes de croissance économique, mais aussi en termes de risques de violence et conflits, plus d'inégalités, moins de démocratie et plus de corruption. Cela semble être plus accentué dans les économies où la ressource est extraite à terre (comme dans le delta du Niger) ou offshore (comme en Angola), bien que certaines dynamiques diffèrent selon les cas. (Shaxson, 2007)

Selon (Wantchekon et Jensen, 2004) Les économistes politiques indiquent que les niveaux de développement économique, la pauvreté et les 'inégalités des revenus sont les déterminants les plus importants des régimes politiques. Les auteurs présentent des preuves empiriques suggérant une corrélation robuste et négative entre la présence d'un secteur des ressources et le niveau de démocratie en Afrique. Ils soutiennent que l'abondance des ressources n'est pas seulement un déterminant important de la transition démocratique mais détermine aussi en partie le succès de la consolidation démocratique en Afrique. Les résultats mettent en lumière le fait que l'après-guerre froide les réformes démocratiques n'ont réussi que dans les pays pauvres en ressources comme le Bénin, le Mali, et malgache. Les auteurs soutiennent que les pays riches en ressources comme le Nigeria et le Gabon ne peuvent devenir démocratiques que s'ils introduisent des mécanismes forts de responsabilité au sein des États.

III-) METHODOLOGIE ET RESULTAT EMPIRIQUE

III.1-) Présentation du modèle empirique

Notre modèle est inspiré de celui de mettant en relation les ressources naturelles à la croissance économique. Il est spécifié de la suivante :

$$\text{Growth}_{it} = a_0 + \text{Growth}_{it-1} + \alpha \text{Nat_Rent}_{it} + \lambda \text{infl}_{it} + \beta \text{live_exp}_{it} + \delta \text{Govt_expenditure}_{it} + \epsilon \text{invest}_{it} + \mu \text{Z}_{it} + v_i + u_t + \xi_{it} \quad (1)$$

Dans cette formulation, i représente la dimension et individuelle ($i, \dots, 43$) et la dimension temporelle ($t \dots 17$).

De même,

« Growth » représente la croissance du PIB, « Nat_Rent » c'est la mesure de l'exploitation des ressources naturelles « infl » l'inflation,

« live_exp » est un indicateur du capital humain. En effet cette variable reflète le niveau de santé et de bien-être d'un individu. Une personne en bonne santé a tendance à vivre plus longtemps qu'une personne morbide.

« Govt_expenditure » représente les dépenses de l'Etat. Grace à son budget ce dernier peut redistribuer les ressources nationales et stimuler la croissance

« invest » l'investissement est très importante pour la croissance selon Harrod en 1939 compléter par celui de Domar en 1947, l'investissement a deux effet ; "l'effet capacité", car elle accroît la production et "l'effet revenu", car elle augmente le revenu des employés.

« Z » est un vecteur de variable de contrôle, composé de. Six indicateurs à savoir « voix citoyenne et responsabilité », « stabilité politique et absence de violence » « efficacité des pouvoirs publics » « qualité de la réglementation », « Etat de droit » « Maitrise de la corruption ». Chaque indicateur est basé sur une échelle allant de -2.5 à 2.5 (de moins bonne qualité des institutions à très bonne qualité). Ainsi, selon la valeur d'un indicateur précis, un Etat pourrait donc évaluer le niveau de fonctionnement de ces institutions de la gouvernance.

Le choix de l'ensemble des variables a été faite sur la base de la littérature économique. Notons par ailleurs que dans notre modèle empirique a_0 , v_i , u_t et ξ_{it} représentent respectivement la constance, les effets individuels, les effets temporels et le terme d'erreur.

III.2-) STRATEGIE D'ESTIMATION DES PARAMETRES

Selon Van der Ploeg et Ploelhekke (2010) et Brunnschweiler (2008) la variable que nous avons utilisée pour capter l'exploitation en ressources naturelles (Nat_Rent), est autant endogène que la variable intensité de ressources de Sachs et Warner (1995). Par conséquent, la technique des MCO et MCG généralement utilisé fournissent des résultats biaisés. Les GMM sont plus appropriés dans ce cadre.

La méthode GMM permet d'apporter des solutions aux problèmes de Biais de simultanéité, de causalité inverse et des variable omises. Elle permet par ailleurs de contrôler les effets spécifiques individuels, temporels et palier au problème de biais d'endogenité des variables surtout lorsqu'il existe une ou plusieurs variables indépendantes retardé utilisé comme variable dépendante.

La principale critique à l'encontre de ces trois techniques d'estimation des paramètres est le fait que, le résultat diffère en fonction de l'instrument utilisé

III.3-) RESULTAT ET DISCUTION

Le tableau no ci-dessous nous présente le résultat de la régression.

Tableau 2 : Rente total des ressources, croissance et gouvernance

VARIABLES	(1) GDP_growth	(2) GDP_growth	(3) GDP_growth	(4) GDP_growth	(5) GDP_growth	(6) GDP_growth	(7) GDP_growth
GDP_growth	0.286** (0.135)	0.143* (0.0743)	0.272*** (0.0756)	0.280*** (0.0776)	0.266*** (0.0670)	0.254*** (0.0679)	0.247*** (0.0698)
	-0.0967* (0.0572)	-0.0327 (0.0586)	-0.188* (0.104)	-0.196* (0.102)	-0.0882 (0.0658)	-0.119* (0.0639)	-0.106 (0.0694)
gouvernance	-0.189 (0.136)	-0.231 (0.152)	-0.251* (0.135)	-0.252* (0.149)	-0.135 (0.147)	-0.159 (0.128)	-0.176* (0.0999)
govt_expenditure	1.257*** (0.453)	0.984** (0.464)	1.168** (0.543)	1.307* (0.691)	1.275** (0.523)	1.000** (0.424)	0.722* (0.394)
CF	0.220*** (0.0811)	0.178*** (0.0586)	0.191** (0.0844)	0.192* (0.107)	0.181* (0.104)	0.223*** (0.0828)	0.177** (0.0855)
al_rent	0.313* (0.172)	0.356** (0.142)	0.256 (0.161)	0.255 (0.188)	0.327* (0.184)	0.284* (0.162)	0.220 (0.162)
ce_and_accountability		8.125 (5.569)					
e_of_law			1.543 (5.116)				
ulatory_quality				0.0328			

				(5.830)			
political_stability					3.806		
					(2.945)		
government_effectiveness						4.444	
						(4.832)	
control_of_corruption							7.843
							(5.001)
Observations	630	630	630	630	630	630	630
Number of countries	42	42	42	42	42	42	42
Number of instruments	21	25	15	15	22	22	22
(1)	0.002	0.000	0.000	0.001	0.001	0.000	0.001
(2)	0.862	0.245	0.322	0.848	0.981	0.528	0.558
ansen	0.500	0.245	0.322	0.397	0.502	0.528	0.645

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Nous observons que la rente totale des ressources naturelles a un effet positif et significatif sur la croissance du PIB. Toute augmentation de la rente de 1 unité a pour effet un accroissement de croissance de la production intérieure de 0,313 environ. Lorsque nous introduisons les variables qui reflètent la qualité des institutions de la gouvernance en Afrique, il en ressort que, les indicateurs de la qualité de la réglementation, de la stabilité politique et de la corruption, ont un effet indirect sur la rente totale ; car, la rente perd significativité. Par contre les autres indicateurs n'ont aucun effet dans les régressions. Le signe et la significativité de la rente reste inchangé.

Les pays d'Afrique sont généralement classés parmi les pays les plus corrompu de la planète. Cette corruption se manifeste lors de la passation des marchés, lors de la signature des contrats d'exploitation des matières première. Ce qui entrave la transparence dans le control de l'exécution des contrats.

Par ailleurs le risque d'instabilité politique est récurrent dans plusieurs pays en Afrique car l'on assiste encore au guerre civil, a la contestation farouche des résultats des élections et des coups d'Etat militaires à répétition. Ces crises politiques révèlent le désir d'une Elite politique d'accéder ou de conserver la gestion des ressources nationales.

Par ailleurs les décisions de politiques économiques prises par les pouvoirs publics n'est pas toujours favorable au investisseurs privés mais aux multinationales qui exercent généralement dans les secteurs extractifs.

De même, la rente naturelle est un instrument de répression des manifestations pacifiques en Afrique. Les dirigeants politiques se servent des revenus des ressources naturelles pour asservir les peuples et se maintenir au pouvoir (Torvik, 2002).

III.4-) TEST DE ROBUSTESSE

Pour confirmer les résultats de notre analyse, nous avons utilisé différents types de ressources naturelle en l'occurrence le pétrole et les minerais. Les résultats des tableaux (en annexes) ci-dessus sont semblables, la rente pétrolière et minière affectent positivement la croissance du PIB. Sauf dans la régression 7 où la rente minière et rente pétrolière perdent leur significativité lorsque nous introduisons dans la régression l'indicateur du contrôle de la corruption. Ce résultat confirme une fois de plus l'effet négatif indirect de la corruption sur la rente naturelle.

Par ailleurs, nous pouvons noter également que, les rentes contribuent au développement économique des pays d'Afrique. Malgré la mauvaise gouvernance que nous pouvons observer dans plusieurs pays d'Afrique, l'exploitation des ressources pétrolière et minière est un levier important pour bâtir une économie prospère en Afrique. Les ressources en plus d'attirer beaucoup d'investisseurs étrangers et fournissent des moyens financiers importants aux gouvernements qui pourront ensuite distribuer dans tous les circuits de l'économie.

IV-) Conclusion

Après les crises des années 70 et 80, qui ont frappé de plein fouet les pays de l'Afrique, deux crises majeures sont encore sévies en Afrique. Celles de 2008 (crise des subprimes) et 2015 (crise pétrolière). Cependant on a observé une résilience des pays face à cela. Il était donc question pour nous de réexaminer l'effet de l'exploitation des ressources naturelle sur la croissance économique et étudier par ailleurs le rôle institutions de la gouvernance dans la transmission des effets. En effet, l'on a montré que, la rente totale des ressources affecte positivement la croissance du PIB. De même lorsque nous prenons séparément la rente de diverses ressources, nous parvenons à la conclusion que, la rente pétrolière et la rente des minerais ont une influence positive sur la production intérieure. Les problèmes auxquels nous faisons face est celui de la corruption, la qualité de la réglementation et la stabilité politique, qui empêche la transmission des effets positifs de la rente pétrolière à la croissance. Les pouvoirs publics et les dirigeants politiques doivent réduire la corruption par une transparence

dans la gestion des rentes et l'exploitation des ressources naturelles en général. En plus pour garantir une meilleure contribution des ressources naturelles à la croissance, il est nécessaire une stabilité politique. En ponant plus de transparence également dans les transitions politiques et respecté la volonté des citoyens dans les processus électoraux. Enfin pour une meilleure réglementation, les gouvernements à mettre sur pied des politiques nécessaires à l'émergence et au bon fonctionnement du secteur privé.

Bibliographie:

- Acemoglu D., Johnson S. & Robinson J. A.** (2001), « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation », *The American Economic Review*, Vol. 91, No 5, pp 1369-1401.
- Aoun M. C.** (2008), « La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateur », Université paris dauphine edocif. Sciences des Organisations CGEMP - Centre de Géopolitique de l'énergie et des Matières Premières.
- Atangana O. H** (2019), « Natural resource curse: A reality in Africa », *Resources policy*, vol 63.
- Auty R.** (1993), « Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis », London: Routledge.
- BAD** (2009), « Effet de la crise financière sur l'Afrique »
- Brunnschweiler C. & Bulte E.** (2008), « The resource curse revisited and revised: a tale of paradoxes and red herings », *Journal of Environmental Economics and Management*, vol55, n° 3 pp 248-264.
- Brunnschweiler C.** (2008), « Cursing the Blessings? Natural Resource Abundance, Institutions, and Economic Growth » *World Development* Vol. 36, No. 3, pp 399-419.
- Corden W. M. & Neary J. P.** (1982), « Booming sector and Deindustrialization in a small economy », *The Economic Journal* vol 92(368), pp 825-848.
- Corden W. M.** (1984), « Booming sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation », *Oxford Economic Papers* 36(1), pp359-380.
- DGRIS**, (2015), « Impact de la baisse du prix du pétrole sur les pays producteurs d'Afrique équatoriale (Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale) », note n°23
- Ebeke C., Omgba L. D. & Laajaj R.** (2015), « Oil governance and the (mis) allocation of talent in developing countries », *Journal of development economics*, Vol 114, pp 126-14.
- Gregory R. G.** (1976), « Some implications of the growth mineral sector », *Australian Journal of the Agricultural Economics* » 67, pp 455-470.
- Henry A.** (2019) « Transmission channels of the resource curse in Africa », *A time perspective Economic Modelling* vol 82 pp 13–20
- Karabegović A.** (2009) « Institutions, Economic Growth the “Curse” of Natural Resources », *Studies in Mining Policy Series* editor: Fred McMahon.

- Mehlum H., Moene K. & Torvik R.** (2006), « Institutions and the Resource Curse », The Economic Journal, vol 116, pp 1-20.
- Philippot L. M.** (2009), “Rente naturelle et institutions. Les Ressources Naturelles : Une “ Malédiction Institutionnelle ” halshs-00553629.
- Sachs J. & Warner A.** (1995), « Natural Resource Abundance and Economic Growth », in G. Meier and J. Rauch (eds.), Leading Issues in Economic Development, Oxford University Press, New York.
- Sachs J. & Warner A.** (1997), “Source of slow growth in African economies”, journal of African economies, vol. 6 (3), pp 35-76.
- Shaxson N.** (2007), International Affairs «Oil, corruption and the resource curse», vol 83 No 6
- Torvik R.** (2002), « Natural resources, rent seeking and welfare », Journal of Development Economics, vol 67, pp 455-470.
- Torvik R.** (2009), « Why do some resource-abundant countries succeed while others do not? », [Oxford Review of Economic Policy](#), vol 25(2), pp 241-256.
- Van der Ploeg F. & Ploelhekke S.** (2010), « The pungent smell of “red herrings”: Subsoil assets, rents volatility and resource curse », Journal of Environmental Economics and Management, forthcoming.
- Wantchekon L., & Jensen N.** (2004), «resource wealth and political regime in Africa», comparative political studies, Vol 37 No 7.

Annexes

Tableau 3 : Statistique descriptive

Variable	Obs	Mean	Std, Dev,	Min	Max
Total_rent	731	13,18981	12,11206	0,0011758	59,60435
inflation	714	6,670209	8,01565	-8,97474	108,8974
Govt_expenditure	714	14,46395	5,909339	0,9517466	41,88798
FBCF	705	8,58e+09	1,60e+10	3,05e+07	8,25e+10
GDP_growth	731	4,431956	4,919534	-36,39198	37,99873
Esperance	731	58,90211	7,782087	41,376	76,693
control_corruption	714	-0,5926725	0,5901837	-1,562845	1,216737
Government_effectiveness	714	-0,6672101	0,5960302	-1,848333	1,056994
political_stability	714	-0,5185774	0,8348816	-2,699193	1,200234
Regulatory_quality	714	-0,5851693	0,5654448	-2,236245	1,12727
rule_of_law	714	-0,6150643	0,620144	-1,852296	1,07713
voice_and_accountability	731	-0,512023	0,6738557	-2,000246	0,9984295

Source: auteur

VARIABLES	(1) GDP_growth	(2) GDP_growth	(3) GDP_growth	(4) GDP_growth	(5) GDP_growth	(6) GDP_growth	(7) GDP_growth
GDP_growth	0.335** (0.135)	0.210** (0.0917)	0.226** (0.111)	0.329** (0.133)	0.297*** (0.0717)	0.222*** (0.0680)	0.201*** (0.0662)
	-0.0957 (0.0616)	-0.0741 (0.0544)	-0.0967 (0.0714)	-0.108 (0.0750)	-0.0892 (0.0700)	-0.103 (0.0751)	0.0843 (0.242)
Finance	-0.327*** (0.124)	-0.465*** (0.128)	-0.385*** (0.129)	-0.354** (0.162)	-0.282* (0.161)	-0.300** (0.121)	-0.390** (0.161)
AVT_effect	0.956*** (0.362)	0.656* (0.349)	0.821** (0.378)	1.038** (0.495)	1.114*** (0.402)	0.289 (0.352)	0.324 (0.587)
CF	0.184** (0.0837)	0.163** (0.0657)	0.200** (0.0822)	0.202* (0.107)	0.147 (0.0915)	0.201*** (0.0676)	0.464* (0.278)
General_rents	0.411*** (0.127)	0.452*** (0.112)	0.456*** (0.122)	0.467*** (0.163)	0.418*** (0.132)	0.377*** (0.0940)	-0.116 (0.235)
Justice_and_accountability		9.032 (6.763)					
Rule_of_law			1.480 (4.998)				
Regulatory_quality				-4.906 (5.856)			
Political_stability					9.032 (6.763)		
Government_effectiveness						5.252 (5.046)	
Control_of_corruption							7.673 (6.208)
Observations	630	630	630	630	630	630	630
Number of countries	42	42	42	42	42	42	42
Number of instruments	21	23	24	24	23	26	26
(1)	0.000	0.000	0.000	0.000	0.001	0.001	0.003
(2)	0.523	0.664	0.618	0.412	0.920	0.541	0.178
ansen	0.523	0.664	0.618	0.412	0.664	0.561	0.898

Tableau 4: Rente total des minerais, croissance et gouvernance

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

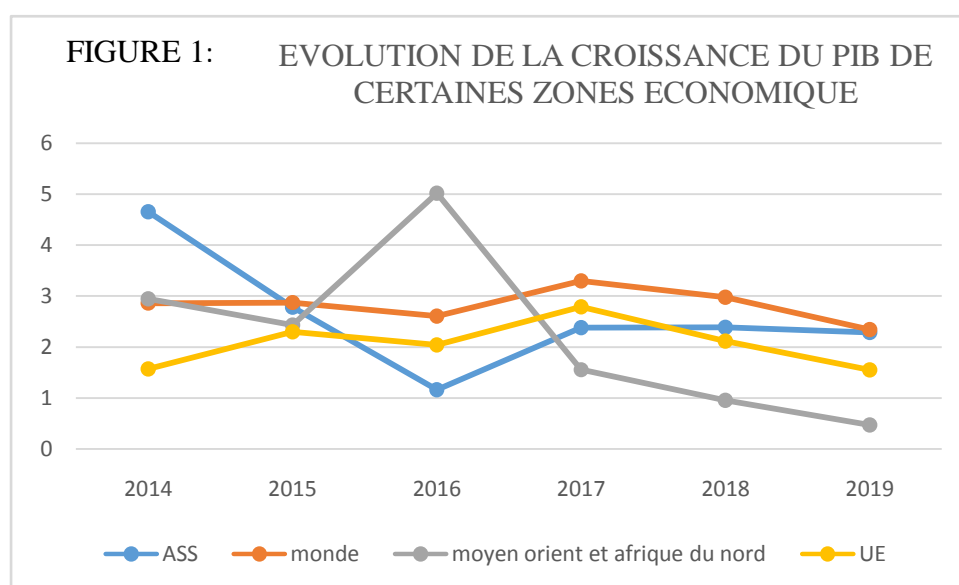
Tableau 5: Rente total des pétrolière, croissance et gouvernance

variables	(1) gdp_growth	(2) gdp_growth	(3) gdp_growth	(4) gdp_growth	(5) gdp_growth	(6) gdp_growth	(7) gdp_growth
l.gdp_growth	0.204*** (0.0578)	0.294*** (0.0959)	0.234*** (0.0652)	0.227*** (0.0597)	0.246*** (0.0595)	0.224*** (0.0683)	0.221*** (0.0749)
infl	0.0644** (0.0317)	0.0730* (0.0441)	0.0294 (0.0899)	0.0178 (0.0871)	0.0301 (0.122)	-0.0447 (0.0860)	0.0111 (0.127)
esprance	-0.135 (0.122)	-0.356* (0.208)	-0.115 (0.0994)	-0.108 (0.109)	-0.00349 (0.128)	-0.0715 (0.110)	-0.0799 (0.141)
govt_effect	0.293 (0.444)	0.487 (0.591)	-0.0474 (0.319)	-0.163 (0.322)	-0.247 (0.414)	-0.269 (0.355)	0.0686 (0.408)
FBCF	0.127* (0.0657)	0.179* (0.101)	0.129 (0.0990)	0.154* (0.0810)	0.106 (0.109)	0.120 (0.0926)	-0.0950 (0.131)
oil_rent	0.460* (0.279)	0.740* (0.423)	0.323* (0.174)	0.283* (0.161)	0.344* (0.183)	0.301* (0.161)	0.235 (0.172)
voice_and_accountability		11.15 (7.931)					
rule_of_law			4.868 (3.567)				
regulatory_quality				2.062 (3.672)			
political_stability					3.265* (1.746)		
government_effectiveness						6.006 (4.028)	
control_of_corruption							6.897 (6.333)
observations	630	630	630	630	630	630	630
number of countries	42	42	42	42	42	42	42

number of instruments	34	24	28	28	28	28	28
ar (1)	0.002	0.002	0.003	0.002	0.003	0.005	0.004
ar (2)	0.200	0.280	0.163	0.171	0.172	0.249	0.059
hansen	0.180	0.165	0.439	0.429	0.158	0.206	0.201

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1



Source : auteur

Figure 2 : Evolution du prix du pétrole brut entre septembre 2010 et septembre 2015



Source : DGRIS (2015)

Liste des pays

Algérie, Benin, Burkina Faso, Cap Vert, Cameroun, Tchad, RDC, Cote d'Ivoire, Gambie, Guinée, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Maroc, Niger, Sénégal, République Sud-africaine, Ouganda, Zimbabwe, Zambie, Tunisie, Tanzanie, sierra Leone, Rwanda, Nigeria, Namibie, Mozambique, Mauritanie, Mali, Liberia, Guinée Bissau, Ghana, Gabon, Guinée Equatoriale, Congo, Burundi, Botswana Angola, Madagascar, Egypte et Comores.